

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 24/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL CO)

29 rue Jules Uhry
60160 Thiverny

Références : IC-R/050/25-YY/SF
Code AIOT : 0005101361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL CO) implanté Z.I. LES BAS PRES BP 70113 60160 Montataire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL CO)
- Z.I. LES BAS PRES BP 70113 60160 Montataire
- Code AIOT : 0005101361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE de Montataire est spécialisée dans la fabrication de peintures de grandes marques (ASTRAL, LEVIS, SIKKENS, TRIMETAL, VALENTINE, etc.). Les peintures sont destinées à l'utilisation grand public et bâtiment. Celle-ci consiste à mélanger divers composés pour fabriquer des peintures en phase aqueuse.

Les produits fabriqués sur le site sont vendus soit directement par AKZO NOBEL via ses différents points de vente soit aux professionnels du bâtiment, aux établissements de bricolage et aux artisans.

Les activités du site sont encadrées par plusieurs actes administratifs dont notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2018 visant à encadrer les activités de fabrication de peintures et revêtement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement	AP Complémentaire du 03/08/2023, article 2	Sans objet
2	Relevé des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 03/08/2023, article 3	Sans objet
3	Étude technico économique	AP Complémentaire du 03/08/2023, article 4	Sans objet
4	Plan d'actions « sécheresse »	AP Complémentaire du 03/08/2023, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée sur le site de la société AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE à Montataire n'a pas relevé de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2023, article 2		
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement		
Prescription contrôlée :		
L'utilisation de l'eau sur le site, notamment pour les besoins du personnel, pour l'entretien des locaux et dans le process est autorisée dans la quantité suivante :		
Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal journalier de prélèvement (m ³ /j) sur 220 jours

Réseau de distribution public des communes de Précý-sur- Oise et Montataire	62 000	282
---	--------	-----

Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou canaux, prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict nécessaire.

Constats :

L'exploitant a procédé à la déclaration mensuelle de ses consommations d'eau sur le site GIDAF.

Le volume annuel consommé en 2024, calculé à partir des déclarations mentionnées précédemment, est de 42 104,854 m³.

Le réseau d'eau d'adduction du site de Montataire est équipé de 10 compteurs d'eau, dont les compteurs C8 et C10 sont montés en série. Il faut donc retenir 9 compteurs utilisés pour mesurer le volume d'eau consommée.

Aussi, le bilan réel de la consommation annuelle est de 38 730 m³ (bilan établi par l'exploitant) en lieu et place du volume de 42 104,854 m³ (déterminé à partir des relevés des 10 compteurs).

Il en résulte que la consommation annuelle de l'année 2024 du site de Montataire est inférieure à la quantité autorisée fixée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 03 août 2023 (62 000 m³/an).

La déclaration effectuée sur le site GIDAF n'a pas permis à l'inspection de déterminer la consommation d'eau journalière du site de Montataire.

Toutefois, faisant suite aux observations formulées par l'inspection, portant sur la déclaration journalière, le pétitionnaire a procédé à la déclaration des prélèvements quotidiens effectués dans le réseau d'adduction du mois de janvier 2025 sur site GIDAF.

Au regard de la consommation annuelle du site de Montataire (38 730 m³), ce site n'est plus recensé comme gros consommateur (prélèvement plus de 50 000 m³/an quel que soit le milieu de prélèvement - ce seuil est le seuil de déclaration GERE des établissements prélevant dans le

prélèvement - ce seuil est le seuil de déclaration GERE des établissements prélevant dans le réseau de distribution public).

Toutefois, la consommation d'eau du site étant supérieure à 10 000 m³/an, le site de Montataire est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement

Prescription contrôlée :

L'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2018 est complété comme suit :

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement.

Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations classées via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;
- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.

Constats :

L'eau utilisée sur le site de Montataire provient exclusivement du réseau d'adduction d'eau de ville.

Le réseau d'eau d'adduction du site de Montataire est équipé de 10 compteurs d'eau, dont les compteurs C8 et C10 sont montés en série. Il faut donc retenir 9 compteurs.

Seuls les compteurs C4 et C9 sont dédiés à la mesure de la consommation d'eau dédié à la production. L'inspection a observé une fuite au niveau du compteur C4.

L'exploitant a procédé à la déclaration de ses prélèvements d'eau mensuelle pour tous les mois de l'année 2024.

En dernier lieu, l'exploitant a procédé à la déclaration du volume d'eau prélevé du mois de janvier 2025 en indiquant le volume quotidien d'eau prélevé.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité. Toutefois, compte tenu de la fuite d'eau constatée au niveau du compteur C4, il a été demandé à l'exploitant d'y remédier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : il est demandé à l'exploitant de supprimer la fuite d'eau au niveau du compteur C4.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Étude technico économique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Étude technico économique

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport au volume mentionné à l'article 2.

L'étude comporte a minima les éléments suivants :

- État actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, descriptions des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière ;
- Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées ;
- Étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles ;
- Échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées ;
- L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.

Constats :

L'exploitant a mandaté la société OFIS VEOLIA pour réaliser un audit global du cycle de l'eau sur le site de Montataire (consommation et rejet).

Suivant le rapport établi par la société OFIS VEOLIA, la consommation annuelle d'eau en 2023 est de 52 767 m³.

La consommation en eau se répartit comme suit :

- matières premières (production) : 17 516 m³ ;
- refroidissement (cuve de fabrication des produits finis) : 9 485 m³ ;
- sanitaires : 4 820 m³ ;
- nettoyage : 15 728 m³ ;
- divers : 5 219 m³.

L'audit préconise un plan d'action ci-après en vue de réduire la consommation globale d'eau sur le site de Montataire :

- « *Connaissance des installations et surveillance des consommations en eau* » tel que le renforcement et la surveillance des compteurs et des sous-compteurs, la mise en place d'un dispositif de télé-relève pour les principaux compteurs, etc. ;
- « *Réduction à la source, telles que la modification des modalités d'exploitation de certains équipements ou l'évolution de pratiques comportementale* » telle que la réduction du volume d'eau mis en œuvre pour le nettoyage des cuves (unité 1), le changement de mode de nettoyage au niveau de la zone de dépotage des camions, etc. ;
- « *Réutilisation et recyclage de l'eau* » tel que la réutilisation des eaux traitées (sortie STEP interne) pour certains usages, l'utilisation des eaux pluviales pour certains usages ;
- « *Modalités d'organisation de la gestion de l'eau sur le site* » telles que la mise en place d'une politique eau et un référent eau, la mise d'une procédure de nettoyage, etc.

Par ailleurs, ce document précise que certaines actions ont déjà été soit engagées soit programmées par l'exploitant afin de réduire la consommation d'eau du site de Montataire :

- « *Étude de réutilisation des eaux usées traitées pour l'alimentation de la machine de lavage des IBC* » : en cours d'étude ;
- « *Étude de réutilisation des eaux usées traitées en sortie STEP dans le processus de fabrication des produits* » : en cours d'étude ;
- « *Mise en place d'un système de refroidissement en boucle fermée au niveau de production U2* » : mis en œuvre depuis le 13/03/2024.

L'exploitant a précisé que la production de produits finis en 2024 a baissé. Cela a entraîné mécaniquement une réduction du prélèvement d'eau de 9 % par rapport à l'année 2023. Cependant, l'inspection ne peut pas retenir la baisse de production comme une action de réduction de prélèvement d'eau dans le réseau d'adduction.

Un nouveau dispositif de nettoyage automatisé des trémies installé en 2024 a permis de réduire de 17 % le prélèvement d'eau en 2024 par rapport à l'année 2023.

Le système de refroidissement en boucle fermé cité dans le rapport d'audit a permis de réduire de 82 % le prélèvement d'eau en 2024 par rapport à l'année 2023.

En somme, le système de refroidissement en boucle fermée et le dispositif de nettoyage des trémies automatisé sont des actions permettant de réduire le prélèvement d'eau dans le réseau d'adduction.

La diminution de la consommation d'eau sera actée ultérieurement dans un arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de l'instruction d'un dossier de porter à connaissance à venir.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'actions « sécheresse »

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2023, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'actions « sécheresse »

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan d'actions « sécheresse ».

Ce plan d'actions devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse, et les effets qu'elles ont produit (bilan environnemental, réduction des prélèvements).

Ce plan d'actions détaille :

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un niveau de «vigilance renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en terme de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution

des prélèvements de 5 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 14 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours.

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'«alerte sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 10 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 27 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours .

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'«alerte renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte renforcée, une diminution des prélèvements de 20 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 54 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours.

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau de « crise sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau de crise, une diminution des prélèvements significativement supérieure à 20 % sera visée, soit une diminution du volume moyen journalier prélevé significativement supérieure à 54 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte, alerte renforcée ou crise) pour l'épisode de sécheresse en cours.

Le niveau de crise sécheresse peut aboutir à l'interdiction de prélèvement d'eau pour tout usage autre que pour des raisons de sécurité ou de salubrité.

Les actions identifiées dans ce plan d'actions pourront ensuite être prescrites dans un nouvel arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, et constitueront les dispositions spécifiques sécheresse sauf pour le niveau de crise sécheresse pour lequel c'est l'arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau et plaçant le bassin versant en niveau de crise qui définit les

mesures à mettre en place.

Le plan d'actions précise également les données sur lesquelles l'exploitant s'appuie pour définir le volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau.

Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant du Thérain au niveau de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

Constats :

L'audit global du cycle de l'eau réalisé par la société OFIS VEOLIA sur le site de Montataire propose à l'exploitant le plan d'action sécheresse suivant :

Niveau de gravité	Objectif de réduction	Actions temporaire proposées
vigilance renforcée sécheresse	5 % (= 14 m ³ /j)	<u>Actions complétées par :</u> 1. Mise en place d'un protocole spécifique de nettoyage des sols à sec ; 2. Interdiction des tests pour les poteaux incendie (après avis des autorités) ; 3. Utilisation de préparations polymères déjà diluées au niveau de la STEP (environ 685 m ³ soit 3,1 m ³ /j)
alerte sécheresse	10 % (= 27 m ³ /j)	<u>Actions complétées par :</u> 4. Limitation du nettoyage avec les karchers au niveau des ateliers de production ;
alerte renforcée sécheresse	20 % (= 54 m ³ /j)	<u>Actions complétées par :</u> 5. Ajustement des recettes :

	(= 54 m ³ /j)	5. Ajustement des recettes : pas de production des produits Ecolabel ; 6. Adaptation de la production pour limiter/réduire la quantité d'eau de lavage (ex : fabrication de la teinte blanche après le Clear) ;
crise sécheresse	> 20 % (> 54 m ³ /j)	Actions complétées par : 7. Synchronisation de la période d'arrêt technique annuel de l'usine avec la période de sécheresse ; 8. Privilégier la fabrication dans une seule unité de production : U1

L'exploitant n'a pas retenu le point 2. (test des poteaux incendies).

Les points 5. (fabrication des produits Ecolabel) et 7. (synchronisation arrêt et sécheresse) n'ont pas été retenus par l'exploitant. La mise en œuvre de ces 2 points entraînera l'arrêt de son usine et du chômage.

L'exploitant précise qu'il ne sera pas en mesure de respecter les réductions de 20 % et de plus 20 % de la consommation journalière, en cas d'alerte renforcée sécheresse et de crise sécheresse, imposées par l'article 5 de l'APC du 03 août 2023.

Au regard du prélèvement annuel du site Montataire (38 730 m³), ce site n'est plus recensé comme gros consommateur.

Toutefois, le prélèvement d'eau du site étant supérieure à 10 000 m³/an, le site de Montataire est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures de réduction mentionnées en période de sécheresse à l'article 5 de l'APC du 03 août 2023 sont celles préconisées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Cependant, les dispositions concernant l'alerte renforcée sécheresse et la crise sécheresse de l'APC du 3 août 2023 sont plus contraignantes que celles de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

L'inspection rappelle que les mesures indiquées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 ne sont pas applicables aux ICPE mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Il appartient donc à l'exploitant de démontrer qu'il respecte, en cas de sécheresse, notamment les points 2° ou 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, s'il ne veut pas être soumis aux mesures fixées à l'article 2 de cet arrêté ministériel.

Dans cas, l'inspection pourra examiner une dérogation aux mesures exigées, en cas d'alerte sécheresse ou de crise sécheresse, à l'article 5 de l'APC du 03 août 2023

N'étant pas en crise sécheresse, l'inspection n'a pas relevé de non-conformité aux dispositions de l'article 5 de l'APC du 03 août 2023.

Type de suites proposées : Sans suite